



**Compte-rendu**  
**Atelier Adaptation et enjeux liés au secteur de l'eau**  
**Sommet Climate Chance Afrique – Abidjan le 28 juin 2018**  
**Feuille de route coalition**  
**Adaptation et enjeux liés au secteur de l'eau**  
Coalition Eau, Eau et Vie, Eau Vive, OIF/IFDD, OFQJ, PFE, RECOJAC, RC&D, SUEZ

## **I – OU EN SOMMES-NOUS ?**

L'atelier a démarré sur l'identification de plusieurs constats :

1. Les impacts du changement climatique sur la ressource en eau en Afrique sont et seront multiples, et avec de forts contrastes sur l'ensemble du continent, accentuant des déséquilibres hydriques déjà existants<sup>1</sup> et mettant en exergue les déficits en infrastructures et en équipement. La part de la population africaine qui pourrait être confrontée à un stress hydrique pourrait passer de 47% en 2000 à 65% en 2025<sup>2</sup>. En parallèle, la population du continent tend à s'urbaniser rapidement ; d'ici à 2040, près de 6 Africains sur 10 vivront en ville, exacerbant la question de l'approvisionnement et de la gestion de la ressource en eau des villes. 3 défis majeurs sont à relever selon Diane Binder (Suez) : i) la disponibilité en permanence de l'eau en quantité et en qualité suffisante (réfléchir en particulier à des sources alternatives), ii) la distribution de cette ressource (réduire les fuites, assurer le développement d'un tissu de PME/start-up locales), iii) la gestion des extrêmes (sensibiliser/faire évoluer les comportements vis-à-vis de l'eau). Des opérateurs internationaux comme Suez sont utiles pour offrir la compétence, mais la gestion de la ressource en eau doit rester publique et s'appuyer sur un tissu de PME locales qui doivent être renforcées (sur le service client, la gestion de la ressource, etc.). De manière générale, les solutions existent et lorsqu'elles sont mises en œuvre ont des impacts très importants : CGLU-Afrique a en particulier présenté l'exemple de Casablanca où en 20 ans, le travail sur la réduction des pertes a permis d'économiser la ressource pour l'équivalent d'une ville de 1 million d'habitants.
2. La nécessité de travailler à plusieurs échelons territoriaux (la ville et son hinterland, le pays, le bassin versant) en impliquant plus largement les acteurs

---

<sup>1</sup> Selon le World Water Council, les 6 pays les plus riches en eau, situés en Afrique de l'Ouest et centrale, détiennent 54% des ressources totales du continent.

<sup>2</sup> Source : Livre Bleu Eau & climat, Conseil Mondial de l'eau, 2016



Les collectivités manquent de compétences ; par exemple à Abidjan, l'essentiel de la ville est alimenté par des nappes phréatiques, aujourd'hui en baisse inquiétante et peu de réactions des responsables de l'hydraulique. Cela s'explique en partie par le manque de formations dédiées sur le continent africain malgré quelques initiatives majeures (par exemple le Master sur les ressources en eau et les risques environnementaux dans les métropoles africaines commun à 5 universités africaines partenaires : Université d'Abomey Calavi, Université Nangui Abrogoua, Institut National Polytechnique Houphouët Boigny, Université Yaoundé I, Université Ngaoundéré – cf. <http://www.marema.org/>).

Il faut impliquer plus largement les acteurs non-étatiques sur la question de l'adaptation et de l'eau en particulier. Les documents stratégiques climat (Plans nationaux d'adaptation et Contributions déterminées au niveau national) ne permettent pas « d'embarquer » les entreprises qui ne se sentent pas vraiment concernées, car ils n'identifient pas spécifiquement l'impact du risque climatique sur leur propre « chaîne de valeur ». Les plans nationaux d'adaptation ont plusieurs limites, à commencer par l'absence de « territorialisation » des enjeux et par la faible inclusion du secteur privé.

C'est l'objet par exemple de la Coalition Marocaine de l'eau (COALMA) ou des Agences de l'eau à la française.

Plusieurs bassins sont transfrontaliers ; avec la réduction projetée des débits des fleuves compte tenu du changement climatique et l'augmentation de la pression sur la ressource (croissance démographique, implantation de barrages hydroélectriques), les projets d'adaptation doivent être transfrontaliers, mais tout de même trouver des applications locales, sinon les populations riveraines des fleuves ne sont pas impliquées.

### 3. Financements :

La moitié de la finance climat sur l'adaptation est dédiée à la gestion de la ressource en eau et le traitement des eaux usées (soit 11 milliards USD sur les 22 décaissés en 2015/2016 à l'échelle du globe), mais ces montants restent bien loin toutefois des besoins estimés. L'adaptation reste le parent pauvre de la finance climat, ne représentant qu'une faible part de la finance climat. Les coûts de l'adaptation pourraient représenter jusqu'à 6% du PIB du continent africain dans un monde à +4°C (1% dans un monde en deçà de +2°C)<sup>3</sup>. Ils représenteraient entre 50 et 95 milliards USD par an d'ici à 2050.

Outre les volumes de financement trop limités, ce sont les modalités d'accès aux financements qui sont limités pour les acteurs africains, étatiques et non-étatiques.

Par exemple, la finance climat internationale pourrait aider à mobiliser les investissements domestiques, notamment dans le secteur de l'eau. Or, en 2016, seuls 3% des financements multilatéraux adaptation mondiaux ont été attribués à des récipiendaires issus du secteur privé. En parallèle, sur l'atténuation, 75% de la finance

---

<sup>3</sup> UNEP Adaptation Gap Report, 2016, [http://africanclimatefinancehub.net/wp-content/uploads/2017/09/Africas\\_adaptation\\_gap\\_2\\_Bridging\\_the\\_gap\\_mobilising\\_sources\\_2015.pdf](http://africanclimatefinancehub.net/wp-content/uploads/2017/09/Africas_adaptation_gap_2_Bridging_the_gap_mobilising_sources_2015.pdf)



climat internationale provenait du secteur privé. Le secteur privé est donc prêt à investir sur le climat, mais il y a des difficultés sur l'adaptation, généralement vue comme un moyen de réduire les coûts futurs, alors que le business est plutôt enclin à investir dans des actions qui permettent un accroissement des revenus. Il faut donc sécuriser les revenus du secteur privé pour leur permettre de prendre plus facilement ce « risque » et créer une incitation.

Luc Gnacadja (UNCDF) et Louise Brown (AfDB) ont notamment présenté un outil en cours de montage pour permettre une plus grande implication du secteur privé (dans un sens large) dans le financement de l'adaptation : Adaptation Benefit mechanism (<https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/adaptation-benefit-mechanism-abm/>), sur le même principe que le Clean Development Mechanism (result-based finance). Un projet pilote est actuellement mené en Tanzanie pour le soutien de petits agriculteurs, avec seulement 11% de financement publics qui ont permis de lever 51% de financements auprès des banques commerciales locales.

La Fondation Magic System a présenté un projet d'adaptation basé sur une cryptomonnaie, le watercoin, initié par une start-up toulousaine, et permettant l'achat d'eau potable en ligne par la population locale (<http://www.jeuneafrique.com/544348/economie/le-watercoin-une-cryptomonnaie-pour-securiser-lacces-a-leau-en-afrique/>).

D'autres outils de financements dédiés au secteur de l'eau existent, comme la Facilité africaine de l'eau (<https://www.africanwaterfacility.org/fr/a-propos-de-la-fae/>), initiative pilotée par le Conseil des Ministres africains de l'eau et destinée à mobiliser des ressources pour financer des activités de développement des ressources en eau en Afrique. Elle est hébergée et administrée par la Banque Africaine de développement et octroie des subventions comprises entre 50 000 et 5 000 000 €, y compris auprès des acteurs non-étatiques éligibles. Toutefois en raison d'un nombre élevé de soumissions, cette facilité n'accepte plus de demande de subvention à date. Africa Climate Fund de la BAD

Les participants font le constat du besoin de mieux diffuser l'information relative à ces outils financiers (veille).

4. Un déficit de recherche sur l'eau, mal considérée et financée par les gouvernements nationaux du continent, et un manque de vulgarisation scientifique auprès des acteurs non-étatiques (collectivités en particulier, alors que l'eau fait généralement partie des compétences qui leur sont dévolues). Plusieurs initiatives existent mais souffrent d'une trop faible communication.

## II – OU SOUHAITONS-NOUS ALLER ?



A l'issue de la première partie de l'atelier portant sur les constats, quatre objectifs généraux ont été proposés et discutés ; il s'agit essentiellement d'activer des synergies.

**Objectif 1** : contribuer à l'amélioration de l'accès au financement climat.

**Objectif 2** : contribuer au renforcement des collectivités locales et réussir la mobilisation des territoires avec la sensibilisation des citoyens, avec des messages adaptés aux réalités des territoires concernant la ressource en eau.

**Objectif 3** : améliorer la coordination des actions et structuration des actions de planification territoriale. Permettre la coordination et optimisation des synergies pour voir l'émergence de filières locales.

**Objectif 4** : Donner des moyens au monde de la recherche africain sur la ressource en eau et le climat et vulgariser les études produites pour la prise de décision locale

Ces objectifs ont fait généralement consensus. Les propositions pour les mettre en œuvre sont nombreuses et nécessitent la poursuite de la réflexion.

Parmi ces propositions on peut noter plusieurs suggestions faites directement à Climate Chance :

- Accès à l'information sur les financements climat ou les ressources techniques
- Travail de plaidoyer sur les gouvernements via des plateformes comme Climate Chance (concernant les moyens dédiés aux secteurs de l'eau et à la recherche, ainsi que sur l'intégration du climat dans les politiques sectorielles)
- La publication d'opportunités de financement (veille) sur le portail Climate Chance
- L'identification de pays-pilotes pour travailler sur l'émergence de Plateforme « eau & climat » au niveau national
- Etc.

Plusieurs évènements internationaux d'ampleur doivent être considérés pour définir la feuille de route car ils constitueront des étapes majeures de mise en commun des progrès et échange des pratiques inspirantes sur le continent :

- Le One Planet Summit organisé en Afrique au 1<sup>er</sup> semestre 2019, centré sur la question des financements
- Le 2<sup>nd</sup> Sommet Climate Chance à Accra au 2<sup>nd</sup> semestre 2020
- Le 9<sup>ème</sup> forum mondial de l'eau à Dakar en 2021

*Liste à compléter*

### III – COMMENT SOUHAITONS-NOUS Y ALLER ?

Il faut être réalistes sur la capacité des acteurs à se mobiliser dans des dynamiques collectives, sans animateur dédié 100% de son temps. L'Association Climate Chance ne peut mettre à



disposition une ressource humaine à temps complet et compte sur les acteurs engagés dans la coalition.

A ce titre, il est proposé de cibler uniquement deux ou trois actions à inclure dans la feuille de route 2018/2019 pour être réalistes et de façon à pouvoir mesurer les progrès.

- Mapping

Nous proposons que les membres de la coalition effectuent en continu un mapping d'acteurs intéressants, de bonnes pratiques, de projets particulièrement impactant et répliquables à grande échelle.

Les membres de la coalition pourront communiquer ces éléments à l'Association Climate Chance qui se chargera de les mettre en valeur dans son Portail de l'action climat, dans sa Bibliothèque de ressources documentaires thématiques et dans le rapport annuel de son Observatoire.

Première proposition : la réalisation d'une cartographie approfondie des acteurs africains de l'eau et mobilisation des acteurs majeurs qui ne seraient pas encore représentés (UNESCO, RIOB, Association africaine de l'eau, Chaire « Eau pour tous »...)

- Diffusion de l'information

Mise en place d'une liste de diffusion [Adaptation.Af@climate-chance.org](mailto:Adaptation.Af@climate-chance.org) destinée à favoriser les échanges entre acteurs ayant participé à l'atelier. Il ne s'agit pas forcément de l'outil définitif, et une réflexion sera menée pour déterminer quel outil collaboratif pourrait être le plus efficace dans le cadre d'une dynamique multi-acteurs en Afrique.

Une liste de diffusion pour partager toute information pertinente sur le secteur : opportunité de financements, appels à projets, opportunités de formation, événements intéressants, etc. Elle pourra accueillir progressivement de nouveaux membres sur demande à l'équipe de l'association Climate Chance.

- Agenda commun

Définir l'agenda commun de la coalition en question, les prochaines étapes pour évaluer le chemin parcouru, les prochains événements pour se réunir ou présenter des avancées, etc.

**La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes : Coalition Eau, Eau et Vie, Eau Vive, OIF/IFDD, OFQJ, PFE, RECOJAC, RC&D, SUEZ**